

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne

Nevers, le 12/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ADEME

Ancien site de la société SAS SLIC CORVOL faisant l'objet de travaux de mise en sécurité par l'ADEME et situé

Grande Rue
58460 CORVOL L ORGUEILLEUX

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2022 sur l'ancien site de la société SAS SLIC CORVOL faisant l'objet de travaux de mise en sécurité par l'ADEME implanté Grande Rue 58460 CORVOL L ORGUEILLEUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a été informée du rejet d'hydrocarbures dans la rivière SAUZAY, en limite de la friche industrielle de l'ancien site SLIC CORVOL.

Historique de l'incident :

Dans le cadre des travaux de mise en sécurité, les travaux préalables à la vidange et au démantèlement des 2 cuves aériennes (1 cuve verticale supposée contenir du fioul lourd FOL d'une capacité de 75 m³ et une cuve de 10 m³ supposée contenir du fioul domestique FOD) ont débuté le lundi 10 janvier 2022.

En raison de la présence d'amiante, le sous-traitant de SUEZ, ARES Environnement, a ouvert la rétention à la pelle mécanique pour réaliser l'ensachage amiante avant découpe de plusieurs vannes et équipements reliés aux cuves situées à l'intérieur de la rétention.

Le lundi 10 janvier vers 14h30, l'action de la pelle mécanique a provoqué la chute d'un morceau de mur sur une tuyauterie reliée à la cuve de FOD et située en point bas de la cuve. La tuyauterie a été sectionnée et s'est mise à émettre du fioul, qui s'est répandu via la brèche pratiquée dans le mur à l'extérieur de la rétention. Depuis les sols recouverts d'un enrobé ancien et fissuré, le liquide s'est

dirigé vers 2 regards. Ceux-ci ont été rapidement protégés par SUEZ à l'aide de Vermiculite (isolant).

Le jet de fioul a pu être redirigé dans la rétention qui s'est remplie d'environ 4 m³ de fioul.

La quantité de fioul répandue en dehors de la rétention a initialement été estimée à 500L.

Entre 16 et 17h, la société SUEZ OSIS a pompé le contenu de la rétention (environ 3 m³), le produit restant dans la cuve fuyarde (environ 3 m³) et a procédé au nettoyage des sols extérieurs et intérieurs à la rétention.

Vu les volumes extraits de la rétention et de la cuve (6 m³ au total), potentiellement 4 m³ de fioul n'ont pas été collectés (cuve de 10 m³) : soit absents, soit répandus dans le milieu naturel. La quantité de fioul répandue dans le milieu naturel est estimée à environ 4 tonnes maximum.

Le lundi 10 janvier vers 18h, la Maire de CORVOL L'ORGUEILLEUX est alertée par des riverains se plaignant d'odeurs de fioul ressenties dans le bourg.

Le SDIS est alerté par d'autres riverains vers 23h pour les mêmes raisons. Le SDIS constate une pollution de la rivière SAUZAY, voisine des cuves. Entre minuit et 2h du matin, ils installent les premiers boudins absorbants et barrières flottantes.

L'ADEME a reçu l'alerte par SUEZ le mardi matin vers 8h30, tandis que l'astreinte de la DREAL a été informée par le SDIS à 00h10 dans la nuit de lundi à mardi.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADEME (travaux sur l'ancien site de la SAS SLIC CORVOL)
- Grande Rue 58460 CORVOL L'ORGUEILLEUX
- Code AIOT dans GUN : 0005403097

La société SLIC a été placée en liquidation judiciaire le 21/11/2007, puis mise en demeure de réaliser les travaux de mise en sécurité le 5/06/2012.

Par jugement en date du 15/10/2014, le tribunal de commerce de Nevers a clôturé la liquidation judiciaire de la société SLIC CORVOL pour insuffisance d'acquis. La société était également propriétaire des terrains.

L'ADEME a été mandatée par l'arrêté de travaux d'office (APTO) du 21/12/2016, modifié par AP du 05/10/2020, pour procéder à la mise en sécurité du site. L'occupation temporaire des sols est encadrée par l'arrêté préfectoral du 09/12/2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- post accidentel
- pollution des eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Organisme chargé des travaux	Arrêté Préfectoral du 21/12/2016, article 2	/	Mesures conservatoires, Mesures d'urgence

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Occupation temporaire des sols	Arrêté Préfectoral du 09/12/2019, article 1	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Exécution des travaux d'office de mise en sécurité	Arrêté Préfectoral du 21/12/2016, article 1	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rejet en fioul dans le SAUZAY n'est pas maîtrisé.

Entre 500l et 4 m3 de fioul ont été déversés dans les sols et risquent de rejoindre le SAUZAY, tandis qu'en aval se trouvent des jardins cultivés et que le SAUZAY est classé au niveau 1 comme rivière piscicole.

Les dispositifs absorbants sont saturés en quelques heures et des irisations sont visibles en aval des absorbants.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Occupation temporaire des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2019, article 1
<p>Prescription contrôlée : Les représentants de l'ADEME ainsi que ceux des entreprises mandatées par cet organisme sont autorisés, pour une durée de 36 mois, à compter de la notification du présent arrêté et sous réserve du droit des tiers, à intervenir sur les parcelles n°246, 253 et 256 de la section AE de la commune de CORVOL L'ORGUEILLEUX ex-propriété de la SAS SLIC CORVOL.</p> <p>A cet effet, ils pourront effectuer toutes les opérations que la réalisation des travaux de mise en sécurité prévus par l'arrêté préfectoral de travaux d'office susvisé rendra indispensables.</p>
<p>Constats : L'ADEME a mandaté la société SUEZ pour réaliser les travaux de mise en sécurité du site de la SAS SLIC CORVOL.</p> <p>Les travaux de mise en sécurité prévus par l'arrêté préfectoral de travaux d'office étaient en cours de réalisation.</p> <p>L'incident s'est déroulé pendant les travaux préalables à la vidange et au démantèlement de 2 cuves aériennes. Des membres de la société SAVAC (groupe SUEZ) étaient présents lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Exécution des travaux d'office de mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2016, article 1
Prescription contrôlée : Il sera procédé, aux frais des personnes physiques et morales du site, à l'exécution des travaux suivants : <ul style="list-style-type: none">- [...]- vidanger et évacuer les cuves aériennes,- curer, nettoyer et mettre en sécurité [...] la fosse située dans le hangar, [...]
Constats : L'incident s'est déroulé pendant l'exécution des travaux préalables à la vidange et au démantèlement des deux cuves aériennes. Dans le cadre des mesures d'urgence de mise en sécurité, l'ADEME a fait procéder au curage de la fosse située dans le hangar. En raison de l'incident en cours, pour l'instant, les cuves aériennes et la fosse située dans le hangar ne sont pas mises en sécurité. L'ADEME a pris rendez-vous avec le bureau d'étude TAUW pour étudier les conditions requises pour la reprises des travaux de mise en sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Organisme chargé des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2016, article 2

Prescription contrôlée :

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) est chargée d'exécuter, ou de faire exécuter les travaux édictés à l'article 1er du présent arrêté.

A cet effet, toutes précautions doivent être prises pour que les travaux ne soient pas source de danger ou de gêne pour le voisinage.

Constats : Un incident a eu lieu lors des travaux préalables à la vidange et au démantèlement des cuves aériennes (voir historique de l'incident en préambule du rapport d'inspection), amenant à un déversement de fioul dans les sols et dans la rivière SAUZAY.

Actions mises en place avant l'inspection :

Le SDIS a remplacé les boudins saturés le mardi 11 janvier vers 8h puis de nouveau vers 11h et 16h. Le SDIS a constaté des irisations jusqu'à 5 km en aval de la friche. Un barrage flottant a été installé en aval.

Le mardi 11 matin, la société SUEZ OSIS a finalisé la vidange de la fosse sous le hangar et a pompé le séparateur à hydrocarbures.

Constats lors de l'inspection (entre 14h et 16h15) :

Il a été constaté :

- la présence de la cuve de fioul de 10 m³, vidée et sécurisée,
- la présence d'une cuve de 75 m³ supposée contenir du fioul lourd,
- que les parois de la rétention de la cuve à fioul de 10 m³ ont été enlevées, et que la paroi avec la rétention de la cuve de 75 m³ est colmatée,
- que de la terre contaminée en hydrocarbures a été retirée de deux regards des canalisations,
- que la fosse sous le hangar est vide mais qu'une canalisation semble se trouver en dessous,
- un rejet en continu en fioul dans le SAUZAY provenant du sol des berges, principalement en trois points :
 - à environ 5m en aval du hangar contenant la fosse,
 - au niveau du hangar,
 - environ 30m en amont du hangar, à proximité immédiate d'un regard sur une canalisation,
- que le rejet en fioul dans le SAUZAY se présente sous forme de lentilles noirâtres dans les zones les plus concentrées (surtout au niveau du hangar), et sous forme d'irisations,
- que les boudins et plaquettes absorbantes étaient saturés sur leurs tiers au début de l'inspection et qu'à la fin de l'inspection, surtout au niveau du hangar, ils étaient presque entièrement saturés,
- que le déversement en fioul depuis la cuve est arrêté, mais que les sols continuent d'en rejeter dans le SAUZAY.

Actions réalisées après l'inspection :

Le SDIS prévoit d'installer un second barrage en aval du site.

L'ADEME a pris rendez-vous avec :

- la société TAUW pour établir les différents scénarios pour la mise en sécurité du site et proposer un plan d'action pour cesser la pollution,
- la société SOLREM pour établir un plan de surveillance des milieux (sols, eaux) avec prélèvements.

La société SUEZ OSIS est repassé en soirée du mardi 12 janvier pour pomper les milieux impactés (suintement des sols).

Les boudins et plaquettes absorbantes seront périodiquement remplacés.

Conclusion :

Entre 500l à 4 m³ maximum de fioul ont été déversés sur les sols. La source initiale de la pollution (cuve à fioul de 10 m³) est maîtrisée et il n'y a plus d'hydrocarbures provenant des cuves ou de la rétention associé qui se déversent dans les sols.

En revanche, les sols continuent de relarguer des hydrocarbures en plusieurs endroits et en direction de la rivière. Des incertitudes persistent au niveau d'une canalisation : les voies de transfert de la pollution ne sont pas connus.

Les dispositifs absorbants sont saturés en quelques heures et des irisations ont été observées en aval des absorbants.

L'ensemble de ces point permet de conclure que le site n'est pas mis en sécurité.

Il est proposé au Préfet de prendre un arrêté comportant :

- dans un premier temps, des mesures d'urgence afin de mettre en sécurité le site et maîtriser la pollution,
- dans un second temps, des mesures conservatoires afin d'évaluer les impacts de la pollution sur l'environnement avec une surveillance environnementale à définir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mesures d'urgence